

# REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

---

RIELF 2023, Vol. 8, N°1

Association Internationale  
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIWERSYTET  
EKONOMICZNY  
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

---

## Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

## Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

## Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

## Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo  
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France  
Alastaire ALINSATO, Bénin  
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban  
Camille BAULANT, France  
Matouk BELATTAF, Algérie  
Francis BISMANS, France, Belgique  
Horst BREZINSKI, Allemagne  
Abdelaziz CHERABI, Algérie  
Bernard COUPEZ, France  
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon  
Jules Roger FEUDJO, Cameroun  
Camelia FRATILA, Roumanie  
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne  
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban  
Marian GORYNIA, Pologne  
Driss GUERRAOUI, Maroc  
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie  
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique  
Nafii IBENRISSOUL, Maroc  
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France  
Laura MARCU, Roumanie  
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie  
Boniface MBIH, France  
Mbodja MOUGOUE, États-Unis  
Francisco OCARANZA, Chili  
Thierry PAIRAULT, France  
Jacques POISAT, France  
Carlos QUENAN, France  
Marek RATAJCZAK, Pologne  
Alain REDSLOB, France  
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis  
Paul ROSELE CHIM, France  
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili  
Alain SAFA, France  
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie  
Piotr STANEK, Pologne  
Abdou THIAO, Sénégal  
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun  
François VAILLANCOURT, Canada  
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

## Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne  
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Paris, Poznań 2023

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X  
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée  
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> (Claudio Ruff ESCOBAR et Krzysztof MALAGA).....	3
Alexis MATHEU, Paola JUICA <b>Apport des modèles mathématiques et big data pour la prise de décisions de l'entreprise ; le cas d'épidémies telles que le SARS-CoV-2 dans le secteur de la santé au Chili</b> .....	9
Cristian CORNEJO, Purificación GALINDO-VILLARDÓN <b>Meta-Biplot comme mesure des variables de protection sociale pour les pays européens et latinoaméricains</b> .....	20
Carlos SEBRANGO, Lizet SÁNCHEZ <b>Prévision à court terme en temps réel de l'épidémie de COVID-19 à Cuba en utilisant la modélisation</b> .....	34
Manuel E. CORTÉS <b>La culture d'agrumes dans les communautés agricoles chiliennes : Vers un développement durable</b> .....	49
Alexander A. PARSHINTSEV <b>Élaboration et approbation d'un index global intellectuel capital orienté sur le sujet pour une analyse comparative sur tout le pays</b> .....	63
Bastián GUTIÉRREZ, Roberto CORTÉS, Macarena DEHNHARDT <b>Modèle logistique de désertion à travers des techniques de régression et un arbre de décision pour l'efficience dans la destination des ressources : Le cas d'une université privée chilienne</b> .....	75
Camilo GONZÁLEZ <b>Modèle d'élasticité de prix/demande du point de vue bayésien : le cas d'une entreprise de détail chilienne</b> .....	90
Claudio RUFF, Marcelo RUIZ, Luis BENITES <b>Modèle de caractérisation de la situation de qualité des universités chiliennes à partir d'indicateurs financiers et de gestion</b> .....	106

Pedro CASTILLO

**Concurrence dans la distribution au détail de combustibles liquides : Exploration de la dimension spatiale** ..... 124

Lidiya S. PARSHINTSEVA

**Préparation estimée et vulnérabilité des pays face à la pandémie de COVID-19 : Elaboration et approbation de l'index global** ..... 145

Bartłomiej LACH, Krzysztof MALAGA

**Évolution de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud et de l'Union Européenne durant les années 1996–2022**..... 163

Hassan Maman ABDO, Mahaman Laouan ABOUBE, Mbodja MOUGOUÉ

**Convergence économique au sein de l'espace ouest-africain : L'intégration économique régionale à l'épreuve des faits** ..... 184

## AVANT-PROPOS

Le numéro 1/2023 de la RIELF, que nous avons le plaisir de présenter aux lecteurs, a été édité par rédacteur invité Dr. Claudio RUFF ESCOBAR, en collaboration avec le Dr. Francisco OCARANZA BOSIO de l'Université Bernardo O'Higgins de Santiago du Chili. Il se compose de 12 articles dont les onze premiers concernent l'Amérique du Sud. L'article douzième, quant à lui, fait référence à l'espace ouest-africain.

Dans le premier article, *Apport des modèles mathématiques et big data pour la prise de décisions de l'entreprise ; le cas d'épidémies telles que le SARS-CoV-2 dans le secteur de la santé au Chili*, **Alexis MATHEU** et **Paola JUICA** proposent d'analyser, à partir des modèles théoriques mathématiques, l'apport de ce secteur de la science pour trouver et prévoir de possibles solutions afin de diminuer les effets de cette pandémie par le virus COVID-19. Pour cela, ils utilisent des analyses statistiques basées sur trois modèles, phénoménologiques non linéaires, configuration de données et modèle logistique généralisé, en espérant qu'ils contribueront à une meilleure évaluation et compréhension des mesures prises face à la crise sanitaire et qui seront adoptées à l'avenir pour faire face à de nouveaux virus, en utilisant mieux les données et les outils technologiques dont dispose l'humanité.

Dans le deuxième article, *Meta-Biplot comme mesure des variables de protection sociale pour les pays européens et latinoaméricains*, **Cristian CORNEJO** et **Purificación GALINDO-VILLARDÓN** constatent, que dans le cadre de la sécurité sociale, les systèmes de pensions constituent des mécanismes de protection sociale offrant des revenus aux personnes qui perdent leur capacité d'auto-génération en raison de leur âge (droits et bénéfices de la vieillesse), de leur incapacité (droits et bénéfices d'invalidité) ou du décès d'une des sources principales de revenus d'une famille (droits et bénéfices de survie). En ce qui concerne la Sécurité Sociale, les pays européens sont ceux qui ont le plus d'expérience. Quant à l'Amérique Latine, elle a été l'une des premières à introduire dans ses systèmes de pensions des schémas de capitalisation individuelle comme composant obligatoire depuis déjà plus de 30 ans, lorsque le Chili abandonna son système prévisionnel de distribution pour un de capitalisation individuelle. Ensuite, plusieurs pays en Amérique latine et en Europe suivirent le même chemin. Avec des systèmes de protection sociale bien conçus et implémentés, les pays peuvent renforcer le capital humain et améliorer la productivité, réduire les inégalités, stimuler la résilience et mettre fin au cycle de la pauvreté intergénérationnelle.

Dans le troisième article, *Prévision à court terme en temps réel de l'épidémie de COVID-19 à Cuba en utilisant la modélisation*, **Carlos SEBRANGO** et **Lizet SÁNCHEZ** notent que'en l'absence d'information fiable sur les mécanismes de transmission d'une infection émergente, de simples modèles phénoménologiques peuvent apporter une estimation précoce de l'étendue potentielle d'épidémies en temps réel. Un avertissement sur la taille finale d'une épidémie et en particulier de la COVID-19 actuellement actif peut servir aux autorités sanitaires pour y faire face. Une variété de modèles non-linéaires ont été développés pour définir les cas cumulés de maladies épidémiques infectieuses (e.g. Richards, logistique, modèles Gompertz). Tous ces modèles peuvent utiliser correctement les données pour obtenir des prévisions à court terme en temps réel. Typiquement, il s'agit de suivre la procédure d'estimation post-sélection, i.e., de sélectionner un modèle parmi tous ceux disponibles et d'ignorer ceux reposant sur l'incertitude dans l'estimation et l'inférence vu que ces procédures sont basées sur un seul modèle. Dans ce travail, ils établissent une prédiction en temps réel de la taille finale, point crucial de l'épidémie, et des prévisions 10 jours à l'avance de cas cumulatifs en utilisant plusieurs modèles non-linéaires où ces paramètres sont estimés via modélisation. La méthode est appliquée à l'épidémie de COVID-19 en 2020 à Cuba.

Dans le quatrième article, *La culture d'agrumes dans les communautés agricoles chiliennes : Vers un développement durable*, **Manuel E. CORTÉS** souligne l'importance des agrumes dans les communautés agricoles de la Province de Limarí du point de vue du développement agricole durable dans ces communautés, en soulignant les résultats de l'expérience des cultivateurs ruraux. D'abord, l'état de développement de la culture des agrumes au Chili. Ensuite, cette activité est traitée dans la perspective des communautés agricoles de Limarí. En troisième lieu, on présente une analyse pilote de la culture des agrumes dans la communauté agricole. Ce travail souligne l'attrait que présente le secteur des agrumes pour les communautés agricoles, en particulier la commercialisation du traditionnel citron jaune. Il se penche aussi sur l'implantation de programmes d'éducation agro-environnementale parmi ses habitants pour promouvoir le soin des ressources naturelles comme l'eau et la terre. La croissance et le développement de la culture des agrumes dans les communautés agricoles de Limarí doivent être consistants, avec une analyse de la disponibilité de ces ressources et leur utilisation responsable.

À son tour, dans le cinquième article, *Élaboration et approbation d'un index global intellectuel capital orienté sur le sujet pour une analyse comparative sur tout le pays*, **Alexander A. PARSHINTSEV** prétend que de nos jours, l'apprentissage, la formation, les innovations et la numérisation sont devenus des facteurs clés du développement. Dans ces conditions, le capital intellectuel devient l'un des éléments de base qui forment la compétitivité économique. En supposant que le capital intellectuel contribue à la réalisation de la majorité des objectifs de développement durable, la réalisation d'une évaluation complexe du capital

intellectuel revêt un intérêt particulier. Son étude est consacrée à l'élaboration de la méthodologie de calcul de l'indicateur global intégral pour évaluer le niveau de capital intellectuel qui pourrait être utilisé pour une analyse comparative entre les pays. L'auteur présente les suggestions sur les éléments de l'indice, le contenu et la structure même du capital intellectuel au niveau macro ; l'élaboration d'un système d'indicateurs statistiques pour évaluer l'état et le développement du capital intellectuel sur la base de l'analyse et de la synthèse des données disponibles, en tenant compte de l'expérience internationale dans le contexte du développement de l'innovation ; le développement d'un indice global intégral du capital intellectuel pour les comparaisons entre les pays. Les résultats de l'analyse expresse basée sur la liste restreinte d'indicateurs sont également présentés, mettant en évidence les leaders et les retardataires en 2016 et 2020.

Dans le sixième article, *Modèle logistique de, désertion à travers des techniques de régression et un arbre de décision pour l'efficience dans la destination des ressources : Le cas d'une université privée chilienne*, **Bastián GUTIÉRREZ**, **Roberto CORTÉS** et **Macarena DEHNHARDT** arrivent à la conclusion que lorsque l'éducation est devenue un droit fondamental qu'il faut conserver et consolider, une problématique apparaît, qui a suscité de nombreuses discussions académiques et qui prétend considérer de manière holistique et critique le phénomène de massification croissante des offres de formation, manifesté dans l'augmentation exponentielle de l'accès au troisième cycle. Certaines approches postulent que, non seulement il est nécessaire d'implémenter des politiques pour amplifier la couverture de l'accès, mais il faut aussi se pencher sur la qualité de l'éducation, en considérant la désertion et la rétention universitaire. Dans ce contexte, leur recherche vise à établir un modèle d'analyse qui permette le développement de la rétention et la prévention des causes de désertion. Les auteurs utilisent pour cela la méthodologie d'apprentissage supervisé déterminant les variables d'analyse à travers les techniques de régression et un arbre de décision, en créant un modèle logistique de désertion, capable d'améliorer l'efficience dans la destination de ressources. Finalement, ce travail visera à apporter une meilleure compréhension des phénomènes associés à la désertion et la rétention universitaire, pour aider dans la gestion et le processus de prise de décisions par les institutions d'enseignement supérieur.

Dans le septième article, *Modèle d'élasticité de prix/demande du point de vue bayésien: Le cas d'une entreprise de détail chilienne*, **Camilo GONZÁLEZ** présente les données d'une entreprise chilienne de détail pour modéliser l'élasticité d'un point de vue bayésien. L'élasticité mesure le comportement des produits sur la base des prix et de la demande. Elle peut être obtenue à travers des régressions linéaires du logarithme des prix et les unités vendues. Le problème se pose avec les réductions, les jours spéciaux, etc. Cette relation temporelle provoque des biais dans les estimations que l'entreprise compense en réalisant une chaîne de régressions. La statistique bayésienne fixe une distribution pour les paramètres, et ensuite, avec

la plausibilité, utilise la règle de Bayes pour obtenir une distribution a posteriori. L'auteur utilise une a priori Normal-Gamma-Inverse pour spécifier le modèle de régression linéaire. Pour l'application, on obtient les élasticités au niveau de ligne à travers le modèle classique et les élasticités de produit avec le modèle bayésien, en incorporant l'information de la ligne. À travers un t-test on conclut que la moyenne des élasticités de la chaîne ne diffère pas de celles obtenues par le modèle bayésien. Par conséquent, en complétant les deux points de vue, on obtient de bons résultats qui peuvent être utilisés dans le commerce.

Dans le huitième article, *Modèle de caractérisation de la situation de qualité des universités chiliennes à partir d'indicateurs financiers et de gestion*, **Claudio RUFF**, **Marcelo RUIZ** et **Luis BENITES** constatent quel'un des indicateurs les plus significatifs de l'effectivité de systèmes d'assurance de qualité est le processus d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur, car il considère une variété d'éléments essentiels au moment d'accréditer la qualité des systèmes de formation utilisés dans ces institutions. Dans ce contexte, leur recherche vise à créer un modèle de caractérisation, évolution et projection de la situation d'accréditation des universités chiliennes rattachées au Système d'Information de l'Enseignement Supérieur (SIES). Ils emploient une méthodologie de type quantitatif exploratoire corrélationnel et prédictif qui considère 56 institutions d'enseignement supérieur chiliennes, cataloguées comme universités, et leurs indicateurs publiés entre 2017 et 2021 par le SIES, afin de créer un modèle basé sur l'évolution des indicateurs consolidés et d'établir une information de référence sur les secteurs les plus pertinents dans les résultats du processus d'accréditation. Ainsi, cette recherche se présente comme un modèle contribuant à la planification stratégique des universités pour atteindre une meilleure qualité et davantage d'années d'accréditation.

Dans le neuvième article, *Concurrence dans la distribution au détail de combustibles liquides : Exploration de la dimension spatiale*, **Pedro CASTILLO** vise à étudier le niveau de concurrence spatiale entre les stations-services existant sur le marché de distribution au détail des combustibles liquides, à partir de l'analyse comparée de leur positionnement géospatial et de leur influence et variations de prix sur le marché national. Selon l'auteur dans le cas du Chili, l'industrie se caractérise par sa forte concentration en nombre de fournisseurs et intégration verticale avec les segments de distribution de gros, transport et stockage, d'où l'importance de l'analyse en matière de concurrence. De plus, il existe une grande différenciation des produits en termes de localisation géographique, ce qui rend l'analyse spatiale essentielle. Ainsi, il a analysé en premier lieu l'impact du nombre de stations proches, du même réseau, et d'un réseau rival ou indépendantes. Les résultats sont configurés selon deux approches. La première conclut que les résultats numériques sont consistants dans la dynamique des prix et le positionnement territorial des stations, car il apparaît que les stations indépendantes ont un effet négatif sur le niveau de prix dans un rayon de 20 minutes, avec un réseau-action moyen de 0,19%.

De même, on note un impact supérieur sur la distribution d'essence de 93 octanes et le Diesel que de l'essence de 97 octanes, car les segments de Diesel et 93 octanes sont les plus compétitifs de l'industrie, et dans le contexte où les stations indépendantes participent le plus. Dans la deuxième, les résultats montrent le rôle dominant de l'entreprise Copec : ce réseau est celui de plus grande influence négative sur le niveau des prix de ses rivales. Comme dans le premier modèle, les résultats varient par type de combustible, le rôle des réseaux d'essence de 97 octanes étant le plus important. Les résultats sont hétérogènes au niveau régional, plus élevés dans les zones géographiques densément peuplées par rapport aux zones australes et éloignées des principaux centres urbains.

Dans le dixième article, *Préparation estimée et vulnérabilité des pays face à la pandémie de COVID-19 : Elaboration et approbation de l'index global*, **Lidiya S. PARSHINTSEVA** stipule que la pandémie de COVID-19 et ses conséquences socio-économiques ont provoqué une augmentation notable du rôle de l'estimation de la préparation et la vulnérabilité des pays. Il s'agit d'un complément à la recherche existante et aux classements multidimensionnels, ainsi que d'une présentation des résultats d'une évaluation nationale complète de la préparation et de la vulnérabilité à la pandémie basée sur les indicateurs multidimensionnels proposés par les auteurs. L'objectif de cette recherche était d'estimer le niveau de préparation nationale et la vulnérabilité d'un point de vue complexe. Un index multidimensionnel global a été calculé et utilisé pour donner un classement des pays à partir de cette méthodologie. L'index a permis aux auteurs de conclure qu'il y a une différence importante dans le niveau de préparation face à une pandémie et une disproportion entre certains éléments du système pour chaque pays. L'analyse des données, les sources et les rapports ont souligné le besoin d'étendre la liste des indicateurs pour évaluer le niveau de vulnérabilité. L'opportunité d'utiliser cet index est prouvée par l'analyse corrélative statistique entre les sous-index et le niveau de morbidité et mortalité due au COVID-19. L'index est utilisé pour former des groupes multidimensionnels et le partitionnement de données permet d'estimer les conséquences économiques de la pandémie. Les résultats du partitionnement de données ont permis de former quatre groupes de pays : (1) très vulnérables avec faible niveau de préparation ; (2) vulnérables avec faible niveau de préparation ; (3) vulnérables avec haut niveau de préparation ; (4) peu vulnérables avec haut niveau de préparation. L'analyse comparative des conséquences économiques (changement annuel PIB en 2020–2019 par rapport à PIB en 2019–2017), taux de chômage et changement de l'inflation ont montré des disproportions de l'influence de la pandémie par groupes de pays.

Dans le onzième article, *Évolution de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud et de l'Union Européenne durant les années 1996–2022*, **Bartłomiej LACH** et **Krzysztof MALAGA** reconnaissent que le but de leur recherche est de décrire et d'évaluer l'évolution de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud et de l'Union européenne dans les années 1996–2022. La base d'inférence

sont les coefficients de liberté économique publiés depuis 1995 par The Heritage Foundation à Washington et *Wall Street Journal* pour 184 pays à travers le monde. L'analyse comparative est effectuée par pays et en trois sous-groupes, qui sont : les pays d'Amérique du Sud, les pays européens qui ont rejoint l'Union européenne avant 2003 (EU1) et après 2003 (EU2). Dans la recherche empirique, les méthodes d'analyse de corrélation,  $\sigma$ -convergence,  $\sigma$ -divergence et analyse comparative multivariée sont utilisées. Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclus* sont également appliqués. En conséquence, une évaluation approfondie de l'évolution de la liberté économique a été réalisée dans les 41 pays évalués, ainsi que séparément dans les trois groupes de pays analysés. Il a été montré qu'en termes de liberté économique, les pays de la EU1 l'emportent sur les pays de la EU2 et d'Amérique du Sud. En conclusion on présente remarques générales sur la relation entre les étapes des changements dans la liberté économique et les réformes institutionnelles visant une démocratisation plus complète des pays et le développement d'une économie de marché moderne.

Enfin, dans le douzième article, qui est le seul traitant de l'Afrique, *Convergence économique au sein de l'espace ouest-africain : L'intégration économique régionale à l'épreuve des faits*, **Hassan Maman ABDO**, **Mahaman Laouan ABOUBE** et **Mbo-dja MOUGOUÉ**, proposent d'abord une discussion à la lumière des travaux récents sur la convergence économique ou non des pays ouest-africains qui sont dans le processus de régionalisation des échanges depuis 1975. Ils examinent, ensuite, les déterminants de la convergence en prenant appui sur une analyse économétrique spatiale de tous ces États sur la période 1990–2021. Les résultats obtenus font ressortir que les économies sont globalement et fortement divergentes ; les convergences absolue et conditionnelle n'étant pas réalisées. Mais trois clubs de convergence ont été décelés, avec le Sénégal qui fait bande à part. Le taux d'investissement, les dépenses publiques, le taux d'inflation, la parité du pouvoir d'achat, le taux d'ouverture commerciale, le taux de scolarisation et le taux de croissance démographique, variables structurelles de contrôle, ont joué un rôle important dans l'appréciation de la vitesse et du niveau de divergence des économies ouest-africaines. Ceci a mis en évidence les écarts des revenus par tête, le retard dans les mécanismes intégrateurs et les effets des chocs auxquels ces économies sont soumises.

*Claudio Ruff Escobar et Krzysztof Malaga*

# ÉVOLUTION DE LA LIBERTÉ ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS D'AMÉRIQUE DU SUD ET DE L'UNION EUROPÉENNE DURANT LES ANNÉES 1996–2022

## Evolution of economic freedom in the countries of South America and the European Union during the years 1996–2022

**Bartłomiej LACH**<sup>1</sup>

Analyx sp. z o.o. in Poznań  
lach.bartlomiej@gmail.com  
<https://orcid.org/0000-0002-2023-0378>

**Krzysztof MALAGA**<sup>2</sup>

Université des Sciences Économiques et de Gestion  
krzysztof.malaga@ue.poznan.pl  
<https://orcid.org/0000-0001-7079-9880>

**Abstract :** The objective of the article is to describe and evaluate the evolution of economic freedom in the countries of South America and the European Union in the years 1996–2022. The basis of inference are the coefficients of economic freedom published since 1995 by The Heritage Foundation in Washington and Wall Street Journal for 184 countries around the world.

The comparative analysis is carried out by country and in three sub-groups, which are : the countries of South America, the European countries which joined the European Union before 2003 (EU1) and after 2003 (EU2). In the empirical research, correlation,  $\sigma$ -convergence,  $\sigma$ -divergence and multivariate comparative analysis methods are used. The R program and the dtw and dtwclust packages are also applied. Accordingly, an in-depth assessment of the evolution of economic freedom was carried out in the 41 countries assessed, as well as separately in the three groups of countries analysed. It has been shown that in terms of economic freedom, EU1 countries outperform EU2 and South American countries. In conclusion, general remarks are presented on the relationship between the

<sup>1</sup> Analyx sp. z o.o. in Poznań, ul. Kryszewicza 2, 61-887 Poznań, Pologne.

<sup>2</sup> Université des Sciences Économiques et de Gestion, al. Niepodległości 10, 61-845 Poznań, Pologne.

stages of changes in economic freedom and the institutional reforms aimed at a more complete democratization of countries and the development of a modern market economy.

**Keywords :** economic freedom,  $\sigma$ -convergence and  $\sigma$ -divergence analysis, multidimensional comparative analysis, clusters, dendrograms.

**Résumé :** L'objectif de l'article est de décrire et d'évaluer l'évolution de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud<sup>3</sup> et de l'Union Européenne<sup>4</sup> dans les années 1996–2022. La base d'inférence sont les coefficients de liberté économique publiés depuis 1995 par The Heritage Foundation à Washington et Wall Street Journal pour 184 pays à travers le monde.

L'analyse comparative est effectuée par pays et en trois sous-groupes, qui sont : les pays d'Amérique du Sud, les pays européens qui ont rejoint l'Union européenne avant 2003 (EU1) et après 2003 (EU2). Dans la recherche empirique, les méthodes d'analyse de corrélation,  $\sigma$ -convergence,  $\sigma$ -divergence et analyse comparative multivariée sont utilisées. Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclust* sont également appliqués. En conséquence, une évaluation approfondie de l'évolution de la liberté économique a été réalisée dans les 41 pays évalués, ainsi que séparément dans les trois groupes de pays analysés. Il a été montré qu'en termes de liberté économique, les pays de la EU1 l'emportent sur les pays de la EU2 et d'Amérique du Sud. En conclusion on présente remarques générales sur la relation entre les étapes des changements dans la liberté économique et les réformes institutionnelles visant une démocratisation plus complète des pays et le développement d'une économie de marché moderne.

**Mots-clés :** liberté économique, analyse  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence, analyse comparative multidimensionnelle, clusters, dendrogrammes.

**JEL classification :** O57, P20, P29, P52.

## Introduction

D'après The Heritage Foundation à Washington : « Economic freedom is the fundamental right of every human to control his or her own labour and property. In an economically free society, individuals are free to work, produce, consume, and invest in any way they please. In economically free societies, governments allow labour, capital, and goods to move freely, and refrain from coercion or constraint of liberty beyond the extent necessary to protect and maintain liberty itself ».

Ce point de vue fait allusion aux croyances d'Adam Smith contenues dans l'une de ses œuvres fondamentales la *Richesse des nations* : « basic institutions that protect

---

<sup>3</sup> L'analyse n'a pas omis ni la Guyane française, qui fait partie de la France, ni les îles Falkland, qui font partie du Royaume-Uni.

<sup>4</sup> Il est bien connu qu'à partir de 2020, le Royaume-Uni restera en dehors de l'Union européenne. En raison de nombreuses années d'adhésion à l'UE, ce pays fait également l'objet de notre analyse.

the liberty of individuals to pursue their own economic interests result in greater prosperity for the larger society ».

Depuis 1995, The Heritage Foundation, en collaboration avec le Wall Street Journal, publie des classements de la plupart des pays du monde basés sur la valeur de l'indice de liberté économique. Lors de la construction de cet indice on prend en compte quatre catégories de liberté : l'état de droit, la taille du gouvernement, l'efficacité judiciaire et l'efficacité réglementaire. Chacune correspond à trois indices partiels de liberté : droit de propriété<sup>5</sup>, efficacité judiciaire<sup>6</sup>, intégrité du gouvernement<sup>7</sup>, fardeau fiscal<sup>8</sup>, dépenses publiques<sup>9</sup>, santé fiscale<sup>10</sup>, liberté d'entreprise<sup>11</sup>, liberté du travail<sup>12</sup>, liberté monétaire<sup>13</sup>, liberté commerciale<sup>14</sup>, liberté d'investissement<sup>15</sup> et liberté financière<sup>16</sup>. Chacune d'eux à des sous-catégories spécifiques (Lach & Malaga, 2022, p. 257).

L'indice de liberté économique est la moyenne arithmétique non pondérée des douze indices partiels, ce qui signifie que les 12 aspects de la liberté économique pris en compte sont traités d'égale importance<sup>17</sup>. Le classement évalue la liberté économique entre 0 et 100,0 signifiant « aucune liberté économique » et 100 signifiant « liberté économique totale ». Sur la base des valeurs de l'indice de liberté économique, la classification des pays suivante est retenue : 100,0–80,0 (pays libre),

---

<sup>5</sup> Degré de protection juridique des droits de propriété privée d'un pays et degré d'application de ces lois.

<sup>6</sup> Degré d'efficacité et d'équité du système judiciaire, en particulier en ce qui concerne les lois sur la propriété.

<sup>7</sup> Quelle est la prévalence des formes de corruption politique et des pratiques telles que la corruption, l'extorsion, le népotisme, le copinage, le favoritisme, le détournement de fonds et la corruption.

<sup>8</sup> Les taux marginaux d'imposition sur le revenu des particuliers et des sociétés et le niveau global d'imposition (y compris les impôts directs et indirects imposés par tous les niveaux de gouvernement) en pourcentage du PIB.

<sup>9</sup> Le fardeau des dépenses publiques, y compris la consommation par l'État et tous les paiements de transfert liés aux divers programmes de protection sociale.

<sup>10</sup> Comment un pays gère bien son budget en quantifiant la croissance de la dette et du déficit.

<sup>11</sup> Le coût, le temps et la liberté d'ouvrir, d'exploiter et de fermer une entreprise, en tenant compte de facteurs tels que l'électricité.

<sup>12</sup> L'intrusion des droits du travail tels que le salaire minimum, les lois empêchant les licenciements, les indemnités de départ et les restrictions réglementaires mesurables sur l'embauche et les heures travaillées, ainsi que le taux de participation à la main-d'œuvre comme mesure indicative des opportunités d'emploi sur le marché du travail.

<sup>13</sup> Quelle est la stabilité des prix et combien d'interventions microéconomiques.

<sup>14</sup> La mesure dans laquelle les barrières tarifaires et non tarifaires affectent les importations et les exportations de biens et de services à destination et en provenance du pays.

<sup>15</sup> Dans quelle mesure le flux de capitaux d'investissement des particuliers et des entreprises est-il libre ou limité.

<sup>16</sup> Indique l'efficacité bancaire ainsi que le degré d'indépendance du gouvernement vis-à-vis du secteur financier.

<sup>17</sup> Il est calculé sur la base des données statistiques des organismes suivants : la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international et l'Economist Intelligence Unit et Transparency International.

79,9–70,0 (pays principalement libre), 69,9–60,0 (pays modérément libre), 59,9–50,0 (pays principalement non libre), 49,9–0,0 (pays réprimé).

Dans l'article, nous procéderons à une analyse comparative de l'évolution de la liberté économique en Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay, le Venezuela) et dans les pays de l'Union Européenne au cours des années 1996-2022. Parmi les pays de l'Union Européenne, on distingue deux sous-groupes : les États membres avant 2003 – UE1 (l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays Bas, le Portugal, le Royaume-Uni<sup>18</sup>, la Suède) et les États membres après 2003 – EU2 (la Bulgarie, la Croatie, le Chypre, l'Hongrie, la Lituanie, la Lettonie, le Malte, la Pologne, la Roumanie, la République Tchèque, la Slovaquie, la Slovénie).

La structure de l'article est la suivante. Au point 1, on présente les définitions des concepts de base. Au point 2, on discute les méthodes appliquées d'analyse comparative multivariée. Au point 3, on présente les résultats de la recherche empirique pour les pays de l'Amérique du Sud et de l'Union Européenne durant la période 1996–2022 obtenus sur la base de l'indice de la liberté économique. En conclusion on présente les postulats pour des recherches ultérieures<sup>19</sup>.

## 1. Définitions des concepts de base

$i = j, k, l$  – trois groupes des pays,

$j = \text{ARG, BOL, BRÉ. CHI, COL, ÉQU, GUY, PAR, PÉR, SUR, TRT, URU, VEN}^{20}$ ,

$k = \text{ALL, AUT, BEL, DAN, ESP, FIN, FRA, GRÉ, LUX, IRL, ITA, P-B, POR, R-U, SUÈ}^{21}$ ,

$l = \text{BUL, CRO, CHY, EST, HON, LIT, LET, MAL, POL, ROU, RTC, SLO, SLV}^{22}$ ,

$t = 1, 2, \dots, 27$  – années 1996, 1997, ..., 2022.

<sup>18</sup> Il est bien connu qu'à partir de 2020, le Royaume-Uni restera en dehors de l'Union européenne. En raison de nombreuses années d'adhésion à l'UE, ce pays fait également l'objet de notre analyse.

<sup>19</sup> Dans l'article, nous nous référons directement aux travaux : (Bohle & Greskovits, 2012 ; Farkas, 2011 ; Gorynia & Malaga, 2020 ; Ichimura et al., 2009 ; Iwasaki, 2020 ; Kondratowicz, 2013 ; Kowalski, 2013 ; Lach & Malaga, 2022, 2023 ; Lane & Myant, 2007 ; Malaga, 2018a, 2018b ; Piątkowski, 2018 ; Rapacki, 2019 ; Sachs, 2011 ; Tridico, 2006).

<sup>20</sup> L'Argentine – ARG, la Bolivie – BOL, le Brésil – BRÉ, le Chili – CHI, la Colombie – COL, l'Équateur, la Guyane – GUY, le Paraguay – PAR, le Pérou – PÉR, le Suriname – SIR, la Trinité et Tobago – TRT, l'Uruguay – URU, la Venezuela – VEN.

<sup>21</sup> L'Allemagne – ALL, l'Autriche – AUT, la Belgique – BEL, le Danemark – DAN, l'Espagne – ESP, la Finlande – FIN, la France – FRA, l'Irlande – IRL, l'Italie – ITA, les Pays Bas – P-B, le Portugal – POR, le Royaume-Unie – R-U, la Suède – SUÈ.

<sup>22</sup> La Bulgarie – BUL, la Croatie – CRO, le Chypre – CHY, la Hongrie – HON, la Lituanie – LIT, la Lettonie – LET, Malte – MAL, la Pologne – POL, la Roumanie – ROU, la République Tchèque – RTC, la Slovénie – SLÈ, la Slovaquie – SLV.

**Df.1.** L'indice de la liberté économique dans le pays  $i = \begin{pmatrix} j = 1, 2, \dots, 13 \\ k = 1, 2, \dots, 15 \\ l = 1, 2, \dots, 13 \end{pmatrix}$  en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$IT_t^i = \frac{1}{12} \sum_{m=1}^{12} IT_t^{im} \in [0, 100] \quad (1)$$

où  $IT_t^{im}$  signifie un de douze indices partiels de la liberté économique dans le groupe des pays  $i = j, k, l$ , en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$ .

**Df.2.** L'indicateur de  $\sigma$ -convergence dans le groupe de pays  $j = 1, 2, \dots, 13$ , en raison de l'indice de liberté économique  $IT_t^j$  en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$\sigma_t^{j1} = \sqrt{\sum_{j=1}^{13} (IT_t^j - \overline{IT}_t^j)^2} \quad \text{où : } \overline{IT}_t^j = \frac{\sum_{j=1}^{13} IT_t^j}{i}, \text{ si } \forall t^1 > t, \sigma_t^{j1} < \sigma_t^{j1} \quad (2)$$

**Df.3.** L'indicateur de  $\sigma$ -divergence dans le groupe de pays  $j = 1, 2, \dots, 13$ , en raison de l'indice de liberté économique  $IT_t^j$  en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$\sigma_t^{j2} = \sqrt{\sum_{j=1}^{13} (IT_t^j - \overline{IT}_t^j)^2} \quad \text{où : } \overline{IT}_t^j = \frac{\sum_{j=1}^{13} IT_t^j}{i}, \text{ si } \forall t^1 > t, \sigma_t^{j2} > \sigma_t^{j2} \quad (3)$$

**Df.4.** L'indicateur de  $\sigma$ -convergence dans le groupe de pays  $k = 1, 2, \dots, 15$ , en raison de l'indice de liberté économique  $IT_t^k$  en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$\sigma_t^{k1} = \sqrt{\sum_{k=1}^{15} (IT_t^k - \overline{IT}_t^k)^2} \quad \text{où : } \overline{IT}_t^k = \frac{\sum_{k=1}^{15} IT_t^k}{15}, \text{ si } \forall t^1 > t, \sigma_t^{k1} < \sigma_t^{k1} \quad (4)$$

**Df.5.** L'indicateur de  $\sigma$ -divergence dans le groupe de pays  $k = 1, 2, \dots, 15$ , en raison de l'indice de liberté économique  $IT_t^k$  en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$\sigma_t^{k2} = \sqrt{\sum_{k=1}^{15} (IT_t^k - \overline{IT}_t^k)^2} \quad \text{où : } \overline{IT}_t^k = \frac{\sum_{k=1}^{15} IT_t^k}{15}, \text{ si } \forall t^1 > t, \sigma_t^{k2} > \sigma_t^{k2} \quad (5)$$

**Df.6.** L'indicateur de  $\sigma$ -convergence dans le groupe de pays  $l = 1, 2, \dots, 13$ , en raison de l'indice de la liberté économique  $IT_t^l$  en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$\sigma_t^{l1} = \sqrt{\sum_{l=1}^{13} (IT_t^l - \overline{IT}_t^l)^2} \quad \text{où : } \overline{IT}_t^k = \frac{\sum_{k=1}^{15} IT_t^k}{13}, \quad \text{si } \forall t^1 > t, \sigma_t^{l1} < \sigma_t^{l1} \quad (6)$$

**Df.7.** L'indicateur de  $\sigma$ -divergence dans le groupe de pays  $l = 1, 2, \dots, 13$ , en raison de l'indice de la liberté économique en l'année  $t = 1, 2, \dots, 27$  est appelé le coefficient :

$$\sigma_t^{l2} = \sqrt{\sum_{l=1}^{13} (IT_t^l - \overline{IT}_t^l)^2} \quad \text{où : } \overline{IT}_t^l = \frac{\sum_{l=1}^{13} IT_t^l}{13}, \quad \text{si } \forall t^1 > t, \sigma_t^{l2} > \sigma_t^{l2} \quad (7)$$

**Df.8.** Par mesure absolue de similarité des pays d'Amérique du Sud  $o \neq p$ ;  $o, p = 1, 2, \dots, 15$ , par rapport à l'indice de liberté économique à l'horizon temporel  $T = [1, 2, \dots, 27]$  nous appellerons la distance euclidienne :

$$d_T^{1op} = \sqrt{\sum_{t=1}^{27} (IT_t^o - IT_t^p)^2} \quad (8)$$

**Df.9.** Par mesure absolue de similarité des pays de l'UE1  $q \neq r$ ;  $q, r = 1, 2, \dots, 15$ , par rapport à l'indice de liberté économique à l'horizon temporel  $T = [1, 2, \dots, 27]$  nous appellerons la distance euclidienne :

$$d_T^{2qr} = \sqrt{\sum_{t=1}^{27} (IT_t^q - IT_t^r)^2} \quad (9)$$

**Df.10.** Par mesure absolue de similarité des pays de l'UE2  $s \neq t$ ;  $s, t = 1, 2, \dots, 13$ , par rapport à l'indice de liberté économique à l'horizon temporel  $T = [1, 2, \dots, 27]$  nous appellerons la distance euclidienne :

$$d_T^{3st} = \sqrt{\sum_{t=1}^{27} (IT_t^s - IT_t^t)^2} \quad (10)$$

## 2. Description des méthodes appliquées d'analyse comparative multivariée

Dans la recherche empirique sur la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud et les états membres de l'UE en période 1996–2022 on a réalisé une analyse par grappes (clusters). Il s'agit de l'un des outils traditionnels de l'analyse comparative multivariée (Panek & Zwierzchowski, 2013). Il a été utilisé pour identifier des groupes de pays qui se sont avérés similaires et appelés clusters.

La procédure de regroupement a été effectuée à l'aide de la méthode hiérarchique. Cette méthode suppose qu'au départ, tous les pays regroupés sont des clusters à un

seul élément, et leur regroupement se fait par étapes en fonction de la matrice de distance euclidienne préalablement déterminée entre les pays. Dans les étapes suivantes de la procédure, les objets sont combinés en clusters. L'ordre dans lequel les pays sont joints dépend de la mesure de similarité adoptée. Le regroupement est effectué jusqu'à l'obtention du nombre de grappes sélectionné, auquel tous les pays étudiés sont affectés. C'est ce qu'on appelle la procédure d'agglomération (Panek & Zwierchowski, 2013). Dans les études empiriques, la méthode de la moyenne de groupe a été utilisée pour relier d'autres pays. Les interrelations des pays et des clusters dans les étapes suivantes de la procédure sont représentées par un arbre de liens, également appelé dendrogramme.

L'analyse typologique a été effectuée séparément pour les trois groupes des pays à la base de l'indice de liberté économique. Les matrices de similarité des pays déterminées à cet effet présentaient les distances euclidiennes entre les séries temporelles des indices de liberté économique pour l'horizon du temps  $T = [1, 2, \dots, 27]$ . Dans la recherche empirique, le programme R et les packages dtw et dtwclust ont été utilisés pour l'analyse par grappes.

### 3. Résultats empiriques

#### 3.1. Amérique du Sud

Il convient de noter que dans le classement mondial pour 2022, préparé pour les 184 pays du monde sur la base de la valeur de l'indice de liberté économique, les pays d'Amérique du Sud ont été inclus dans les groupes de pays suivants<sup>23</sup> : principalement libres : Chili (20), Uruguay (34), modérément libre : Pérou (51), Colombie (60), Paraguay (73), principalement non libre : Guyane (91), Trinité-et-Tobago (99), Équateur (126), Brésil (133), Argentine (144), réprimés : Suriname (156), Bolivie (169) et Venezuela (176). Il s'ensuit que les pays sud-américains forment un groupe assez hétérogène du point de vue de la liberté économique qui mérite d'être examiné plus en détail au sein du continent sud-américain.

##### 3.1.1. Indices de liberté économique et classements dans les 13 pays de l'Amérique du Sud en 1996, 2005, 2014 et 2022

Les tableaux 1a et 1b présentent les valeurs des indices de liberté économique et les classements, ainsi que la classification pour les 13 pays de l'Amérique du Sud en 1996, 2005, 2014 et 2022.

Les valeurs des indicateurs de liberté et les classements des pays d'Amérique du Sud qui en résultent ne sont donnés que pour les quatre années sélectionnées. Cela

---

<sup>23</sup> Les positions des pays dans le classement mondial sont données entre parenthèses.

**Tableau 1a. Valeurs et classements des pays d'Amérique du Sud analysés selon l'indice de liberté économique en 1996, 2005, 2014 et 2022**

Pays \ Années	1996		2005		2014		2022	
	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement
Argentine	74,7	1	51,7	12	44,1	12	50,1	11
Bolivie	65,2	5	58,4	7	46,8	11	43,0	12
Brésil	48,1	12	61,7	4	56,6	7	53,3	10
Chili	72,6	2	77,8	1	78,7	1	74,4	1
Colombie	64,3	6	59,6	6	70,7	2	65,1	4
Équateur	60,1	9	52,9	10	49,2	10	54,3	8
Guyane	50,1	11	56,5	8	55,5	8	59,5	6
Paraguay	67,1	4	53,4	9	61,6	6	62,9	5
Pérou	63,5	8	61,3	5	67,4	4	66,5	3
Suriname	36,7	13	51,9	11	54,2	9	53,3	9
Trinité-et-Tobago	69,2	2	71,5	2	62,7	5	58,8	7
Uruguay	63,7	3	66,9	3	69,3	3	70,0	2
Venezuela	54,5	10	45,2	13	34,3	13	24,8	13

Source : (The Heritage Foundation, 2022).

**Tableau 1b. Classification des pays d'Amérique du Sud selon l'indice de liberté économique en années 1996, 2005, 2014 et 2022**

Années	Principalement libres	Modérément libres	Principalement non libres	Réprimés
1996	ARG, CHI	BOL, COL, ÉQU, PAR, PÉR, TRT, URU	GUY, VEN	BRÉ, SUR
2005	CHI, TRT	BRÉ, PÉR, URU	ARG, BOL, COL, ÉQU, GUY, PAR, SUR	VEN
2014	CHI, COL	PAR, PÉR, TRT, URU	BRÉ, GUY, SUR	ARG, BOL, ÉQU, VEN
2022	CHI, URU	COL, PAR, PÉR,	ARG, BRÉ, ÉQU, GUY, SUR, TRT	BOL, VEN

Source : (The Heritage Foundation, 2022).

ne dénature pas les relations entre pays, que l'on obtiendrait sur la base de séries chronologiques complètes. Sur la base des données statistiques présentées dans les tableaux 1a et 1b, nous pouvons conclure que le groupe des pays mettant en œuvre des politiques aboutissant à la stabilité ou à l'amélioration de la liberté économique comprend le Chili, l'Uruguay et, dans une moindre mesure, la Colombie et le Pérou. Par contre le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine et le Brésil appartiennent au groupe des pays où la politique économique menée se caractérise par des effets négatifs en termes de liberté économique. Dans d'autres pays, on n'observe pas de changements radicaux.

### 3.1.2. Indices de corrélation

Le tableau 1c présente les valeurs des coefficients de corrélation simple de Pearson, calculées sur la base de séries temporelles des indices de liberté économique pour tous les couples de pays analysés dans les années 1996–2022.

**Tableau 1c. Matrice de corrélation de toutes les paires de pays en 1996–2022 en termes d'indice de liberté économique<sup>24</sup>**

	ARG	BOL	BRÉ	CHI	COL	EQU	GUY	PAR	PÉR	SUR	TRT	URU	VEN
ARG	1,00												
BOL	0,80	1,00											
BRÉ	-0,01	0,45	1,00										
CHI	0,68	-0,31	0,34	1,00									
COL	-0,35	-0,54	-0,39	0,06	1,00								
EQU	0,86	0,77	0,07	0,58	-0,51	1,00							
GUY	-0,28	-0,43	-0,18	-0,13	0,30	-0,22	1,00						
PAR	0,44	0,03	0,66	0,54	0,50	0,30	0,09	1,00					
PÉR	-0,17	0,37	-0,39	-0,13	0,73	-0,37	0,14	0,40	1,00				
SUR	0,68	-0,56	0,27	0,82	0,02	0,71	0,02	0,62	-0,02	1,00			
TRT	0,63	0,91	0,54	-0,06	0,67	0,71	-0,54	-0,17	-0,46	-0,27	1,00		
URU	-0,31	-0,35	0,14	0,16	0,46	-0,41	0,05	0,09	0,75	0,24	-0,33	1,00	
VEN	0,75	0,45	0,49	-0,19	-0,56	0,74	-0,54	-0,02	-0,39	-0,44	0,94	-0,33	1,00

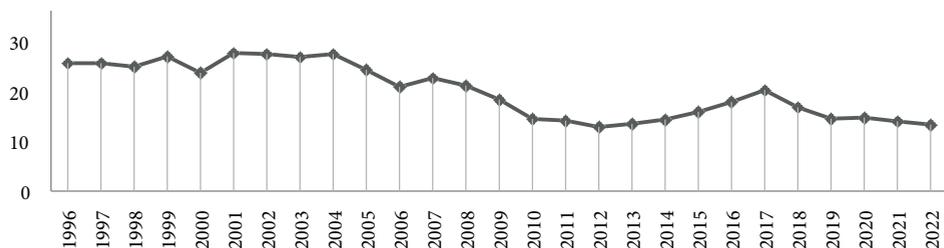
Source : calculs propres.

Les résultats présentés dans le tableau 1c confirment les tendances observées sur la base des tableaux 1a et 1b. Il convient notamment de prêter attention à : a) une corrélation négative relativement forte entre les indices de liberté pour les pays leaders (Chili, Uruguay, Colombie et Pérou) et les pays enregistrant une baisse significative (Venezuela, Bolivie, Argentine et, dans une moindre mesure, Brésil), b) une corrélation positive relativement élevée parmi les outsiders, c) une corrélation relativement élevée entre le Chili et le Suriname existe malgré les différences persistantes sur les niveaux absolus de liberté économique globale entre les deux pays, d) il convient également de noter une forte corrélation entre le Venezuela et Trinité-et-Tobago, que nous n'avons pas incluse en tant qu'outsider, mais les changements qui s'y produisent, pour des raisons similaires à celles-ci-dessus, conduisent à la situation mentionnée.

### 3.1.3. $\sigma$ -convergence et $\sigma$ -divergence de liberté économique dans les années 1996–2002

La figure 1a présente les valeurs des ratios  $\sigma$ -convergence/divergence calculées à la base de l'indice de liberté économique pour l'ensemble des pays sud-américains à l'horizon temporel 1996–2022.

<sup>24</sup> Pour des raisons évidentes, il s'agit d'une matrice symétrique.



**Figure 1a.  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence de liberté économique en Amérique du Sud dans les années 1996–2002**

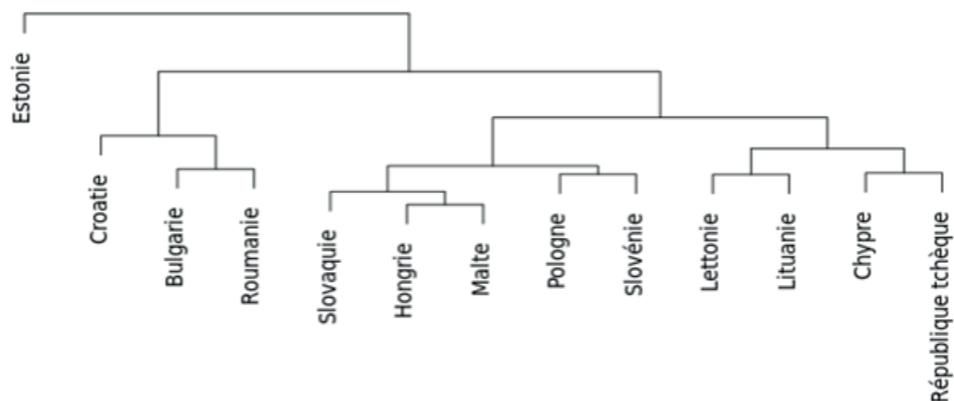
Source : calculs propres.

Il est possible de remarquer facilement que dans les années 1996–2007, il y a eu  $\sigma$ -convergence, et dans les années 2007–2022, la  $\sigma$ -divergence a prévalu. En d'autres termes, dans la première période, l'homogénéité relative de ces pays s'est accrue, et dans la seconde période, leur hétérogénéité s'est accrue.

Bien que les différences observées pour tous les pays d'Amérique du Sud ne soient pas importantes, le fait que l'hétérogénéité au lieu de l'homogénéité ait augmenté en raison de la liberté économique, telle que mesurée par l'indice de la liberté économique, prouve une tendance inhabituelle dans le monde.

### 3.1.4. Dendrogramme

Dans la figure 1b quatre grappes (clusters) sont donnés pour les pays d'Amérique du Sud en 1996–2022. Le premier d'entre eux est composé du seul Venezuela, le deuxième regroupe le Chili, Trinité-et-Tobago, le Paraguay, l'Uruguay, la Colombie et le Pérou, le troisième ne contient que le Suriname et le quatrième comprend le Brésil, la Guyane, l'Équateur, l'Argentine et la Bolivie.



**Figure 1b. Dendrogramme pour les pays d'Amérique du Sud dans la période 1996–2022**

Source : calculs propres.

Les clusters 1 et 3 sont des outsiders déterminés. Le cluster 2 comprend des pays avec un niveau de liberté relativement élevé, et le cluster 4 comprend des pays avec un niveau de liberté relativement faible.

### 3.2. UE1

Dans le classement mondial pour 2022, préparé pour les 184 pays du monde sur la base de la valeur de l'indice de liberté économique, les pays de l'UE1 ont été inclus dans les groupes de pays suivants : libres – Irlande (3), Luxembourg (5) principalement libres : Pays Bas (8), Finlande (9), Danemark (10), Suède (11), Allemagne (16), Autriche (22), Royaume Unie (24), Portugal (31) ; modérément libres : Belgique (37), Espagne (41), France (52), Italie (57), Grèce (77). Cela signifie que les pays européens qui ont rejoint l'Union européenne avant 2003 se distinguent par une liberté économique relativement élevée par rapport à 184 pays dans le monde.

#### 3.2.1. Indices de liberté économique et classements dans les 15 pays de l'UE1 en 1996, 2005, 2014 et 2022

Les tableaux 2a et 2b présentent respectivement les valeurs des indices de liberté économique et les classements ainsi que la classification pour les 15 pays de l'UE1 en 1996, 2005, 2014 et 2022.

**Tableau 2a. Valeurs et classements des pays de l'UE1 analysés selon l'indice de liberté économique en 1996, 2005, 2014 et 2022**

Pays	1996		2005		2014		2022	
	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement
Allemagne	69,1	4	68,1	10	73,4	5	76,1	7
Autriche	68,9	5	68,8	9	71,2	9	73,8	8
Belgique	65,0	8	69,0	8	68,8	10	69,6	11
Danemark	67,5	7	75,3	4	76,3	2	78,0	5
Espagne	59,6	15	67,0	11	67,6	11	68,2	12
Finlande	63,7	10	71,0	7	73,4	5	78,3	4
France	63,7	10	60,5	14	62,5	13	65,9	13
Grèce	60,5	14	59,0	15	54,0	15	61,5	15
Luxembourg	72,5	2	76,3	3	73,2	7	80,6	2
Irlande	68,5	6	80,8	1	76,6	1	82,0	1
Italie	60,8	13	64,9	12	61,7	14	65,4	14
Pays-Bas	69,7	3	72,9	5	73,7	4	79,5	3
Portugal	64,5	9	62,4	13	65,3	12	70,8	10
Royaume-Uni	76,4	1	72,2	6	75,8	3	72,7	9
Suède	61,8	12	69,8	2	72,7	8	77,9	6

Source : (The Heritage Foundation, 2022).

**Tableau 2b. Classification des pays de l'UE1 selon l'indice de liberté économique en années 1996, 2005, 2014 et 2022**

Années	Libres	Principalement libres	Modérément libres	Principalement non libres
1996		LUX, R-U	ALL, AUT, BEL, DAN, FIN, FRA, GRÈ, IRL, ITA, P-B, POR, SUÈ	ESP
2005	IRL	DAN, FIN, LUX, P-B, R-U	ALL, AUT, ESP, FRA, ITA, POR, SUÈ	GRÈ
2014		ALL, AUT, DAN, FIN, LUX, IRL, P-B, R-U, SUÈ	BEL, ESP, FRA, ITA, POR	GRÈ
2022	LUX, IRL	ALL, AUT, DAN, FIN, P-B, POR, R-U, SUÈ	BEL, ESP, FRA, GRÈ, ITA	

Source : (The Heritage Foundation, 2022).

Les valeurs des indicateurs de liberté et les classements des pays membres de l'UE1 qui en résultent sont donnés pour les quatre années sélectionnées. Cela ne dénature pas les relations entre pays, que l'on obtiendrait sur la base de séries chronologiques complètes. Sur la base de ces données nous pouvons conclure que le groupe des pays mettant en œuvre des politiques aboutissant à la stabilité ou à l'amélioration de la liberté économique comprend l'Irlande et le Luxembourg. et, dans une moindre mesure, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède. Ils sont les moins efficaces à cet égard : la Belgique, l'Espagne, la France, la Grèce et l'Italie.

### 3.2.2. Indices de corrélation

Le tableau 2c présente les valeurs des coefficients de corrélation simple de Pearson, calculées sur la base de séries temporelles des indices de liberté économique pour tous les couples de pays de l'UE1 analysés dans les années 1996–2022.

Les résultats présentés dans le tableau 2c confirment les tendances observées sur la base des tableaux 2a et 2b. Il convient toutefois de souligner qu'elles concernent l'ensemble de la période analysée, et non les quatre années sélectionnées. Il est à noter que : a) les pays avec la corrélation positive la plus élevée sont : ALL avec AUT, FRA, FIN et SUÈ ; AUT avec DAN et SUÈ ; BEL avec DAN et FRA ; DAN avec FIN et SUÈ ; FIN avec P-B ; IRL avec P-B ; P-B avec POR et SUÈ, b) les pays ayant une corrélation relativement faible ou négative avec les autres pays sont GRÈ et R-U, c) les leaders, que sont IRL et LUX, ne se distinguent pas par une forte corrélation entre eux ou avec d'autres pays.

**Tableau 2c. Matrice de corrélation de toutes les paires de pays de l'UE1 en 1996–2022 en termes d'indice de liberté économique**

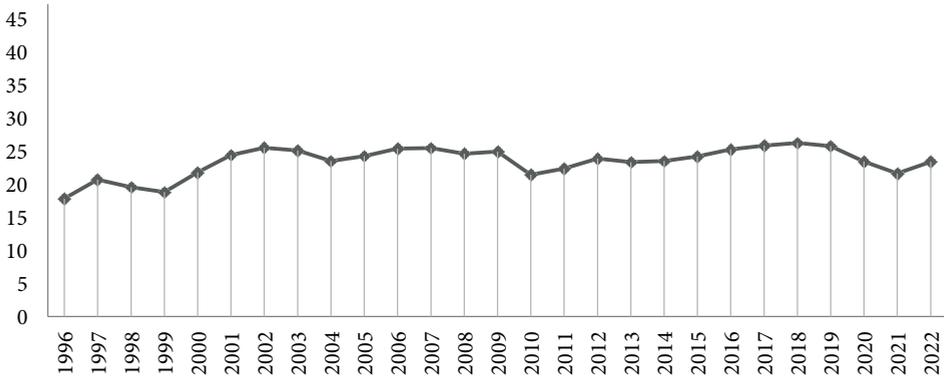
	ALL	AUT	BEL	DAN	GRE	ESP	FIN	FRA	LUX	IRL	ITA	P-B	POR	R-U	SUÈ
ALL	1,00														
AUT	0,86	1,00													
BEL	0,65	0,70	1,00												
DAN	0,73	0,83	0,86	1,00											
GRE	-0,47	-0,26	-0,17	-0,23	1,00										
ESP	0,38	0,34	0,65	0,66	-0,03	1,00									
FIN	0,83	0,79	0,77	0,88	-0,23	0,70	1,00								
FRA	0,83	0,83	0,56	0,83	-0,14	0,19	0,65	1,00							
LUX	0,23	0,12	0,07	0,11	0,30	0,45	0,47	-0,12	1,00						
IRL	0,35	0,40	0,65	0,66	0,33	0,78	0,75	0,11	0,62	1,00					
ITA	0,30	0,30	0,26	0,30	0,24	0,44	0,53	0,12	0,70	0,63	1,00				
P-B	0,75	0,78	0,72	0,84	-0,05	0,61	0,94	0,65	0,48	0,80	0,58	1,00			
POR	0,21	0,16	-0,12	0,02	0,33	0,22	0,19	0,12	0,42	0,30	0,47	0,87	1,00		
R-U	-0,19	-0,03	0,22	0,08	-0,25	0,09	0,08	-0,16	0,06	0,38	0,34	0,19	-0,20	1,00	
SUÈ	0,84	0,76	0,59	0,83	-0,39	0,57	0,52	0,56	0,37	0,67	0,43	0,87	0,28	-0,1	1,00

Source : calculs propres.

### 3.2.3. $\sigma$ -convergence et $\sigma$ -divergence de liberté économique dans les années 1996-2002.

La figure 2a présente les valeurs des ratios  $\sigma$ -convergence/divergence calculées à la base de l'indice de liberté économique pour l'ensemble des pays de l'UE1 à l'horizon temporel 1996–2022.

Il convient de noter que ce groupe de pays, distingué par l'état de démocratie atteint et le développement d'une économie de marché, se caractérise par une bien



**Figure 2a.  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence dans les états membres de l'UE1 pour l'indice de liberté économique dans les années 1996–2002**

Source : calculs propres.

plus grande stabilité de la liberté économique que les pays d'Amérique du Sud. Ceci est mis en évidence à la fois par les valeurs plus faibles des indices  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence et par la plus faible amplitude de leurs changements. Ce qui mérite d'être souligné, c'est l'augmentation de la  $\sigma$ -convergence dans ce groupe de pays immédiatement après la Grande Dépression (2009) ou le déclenchement de pandémie de COVID-19 (2019).

Le plus intéressant est que : a) malgré une relative stabilité, le niveau d'homogénéité en termes de liberté économique dans ce groupe de pays était plus élevé en 1996 qu'en 2022 ; b) les périodes de  $\sigma$ -divergence étaient plus longues que les périodes de  $\sigma$ -convergence.

### 3.2.4. Dendrogramme

Dans la figure 2b quatre grappes (clusters) sont donnés pour les pays de l'UE1 en 1996–2022.



Figure 2b. Dendrogramme pour les états membres de l'UE1 dans la période 1996–2022

Source : calculs propres.

Le premier d'entre eux est composé de : l'Italie, la France, le Portugal et la Grèce, le deuxième regroupe l'Irlande, le Luxembourg et le Royaume-Uni, le troisième contient la Belgique et l'Espagne et le quatrième comprend le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Allemagne, la Finlande et la Suède. Il convient de noter que les clusters 1 et 3 contiennent des outsiders, et les clusters 2 et 4 des leaders dans ce groupe de pays.

### 3.3. EU2

Dans le classement mondial pour 2022, préparé pour les 184 pays du monde sur la base de la valeur de l'indice de liberté économique, les pays de l'UE2 ont été inclus

dans les groupes de pays suivants : libres – l'Estonie (7), principalement libres : la Lituanie (17), la Lettonie (18), la République Tchèque (21), le Chypres (23), la Malte (27), la Bulgarie (29), la Slovénie (32) ; modérément libres : la Slovaquie (37), la Pologne (39), la Croatie (45), la Roumanie (47), l'Hongrie (48). Cela nous permet de conclure que les États membres de l'UE2 ont des indicateurs légèrement moins bons dans le groupe des leaders de la liberté économique que dans les pays de l'UE1, mais en même temps ils sont meilleurs parmi les pays considérés comme des outsiders dans ce groupe que dans les pays de l'UE1.

### 3.3.1. Indices de liberté économique et classements dans les 13 pays de l'UE2 en 1996, 2005, 2014 et 2022

Les tableaux 3a et 3b présentent respectivement les valeurs des indices de liberté économique et les classements ainsi que la classification pour les 13 pays de l'UE2 en 1996, 2005, 2014 et 2022.

**Tableau 3a. Valeurs et classements des pays de l'UE2 analysés selon l'indice de liberté économique en 1996, 2005, 2014 et 2022**

Pays	1996		2005		2014		2022	
	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement	Valeurs	Classement
Bulgarie	48,6	11	62,2	9	65,7	9	71,0	7
Croatie	48,0	12	51,9	13	60,4	13	67,6	11
Chypre	67,7	2	71,9	2	67,6	5	72,9	5
Estonie	65,4	3	75,2	1	75,9	1	80,0	1
Hongrie	56,8	6	66,5	6	67,0	6	66,9	13
Lettonie	55,0	8	66,3	7	68,7	4	74,8	3
Lituanie	49,7	10	70,5	3	73,0	2	75,8	2
Malte	55,8	7	68,9	4	66,4	10	71,5	6
Pologne	57,8	4	59,6	10	67,0	6	68,7	10
Roumanie	46,2	13	52,1	12	65,5	11	67,1	12
République Tchèque	68,1	1	64,6	8	72,2	3	74,4	4
Slovaquie	50,4	9	59,6	10	62,7	12	70,5	8
Slovénie	57,6	5	66,8	5	66,4	8	69,7	9

Source : (The Heritage Foundation, 2022).

Les valeurs des indicateurs de liberté et les classements des pays membres de l'UE2 qui en résultent sont donnés pour les quatre années sélectionnées. Sur la base de ces données nous pouvons conclure que le groupe des pays mettant en œuvre des politiques aboutissant à la stabilité ou à l'amélioration de la liberté économique comprend l'Estonie et dans une moindre mesure, la Bulgarie, le Chypres, la Lettonie, la Lituanie, la Malte, la République Tchèque et la Slovaquie. En ce qui

**Tableau 3b. Classification des pays de l'UE2 selon l'indice de liberté économique en années 1996, 2005, 2014 et 2022**

Années	Libres	Principalement libres	Modérément libres	Principalement non libres	Réprimés
1996			CHY, EST, RTC,	HON, LET, MAL, POL, SLÉ, SLV	BUL, CRO, LIT, ROU
2005		CHY, EST, LIT,	BUL, HON, LET, MAL, RTC, SLÉ	CRO, POL, ROU, SLV	
2014		EST, LIT, RTC,	BUL, CRO, CHY, HON, LET, MAL, POL, ROU, SLÉ, SLV		
2022	EST	BUL, CHY, LET, LIT, MAL, RTC, SLV	CRO, HON, POL, ROU, SLÉ		

Source : (The Heritage Foundation, 2022).

concerne le groupe des pays de l'UE2, on peut dire que par rapport aux groupes des pays d'Amérique du Sud et de l'UE1, les évolutions les plus favorables du niveau de liberté économique ont été observées dans ce groupe.

### 3.3.2. Indices de corrélation

Le tableau 3c présente les valeurs des coefficients de corrélation simple de Pearson, calculées sur la base de séries temporelles des indices de liberté économique pour tous les couples de pays de l'UE2 analysés dans les années 1996–2022.

**Tableau 3c. Matrice de corrélation de toutes les paires de pays de l'UE2 en 1996–2022 en termes d'indice de liberté économique**

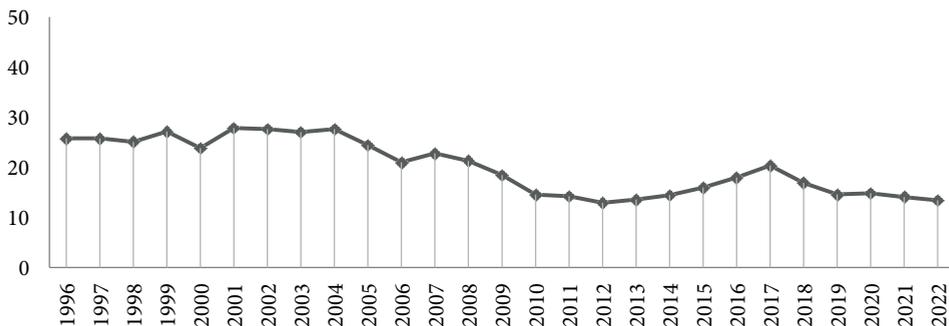
	BUL	CRO	CHY	EST	HUN	LET	LIT	MAL	POL	ROU	RTC	SLE	SLO
BUL	1,00												
CRO	0,82	1,00											
CHY	0,29	0,33	1,00										
EST	0,73	0,57	0,42	1,00									
HON	0,81	0,73	0,28	0,77	1,00								
LET	0,67	0,75	0,09	0,87	0,63	1,00							
LIT	0,91	0,79	0,30	0,37	0,42	0,90	1,00						
MAL	0,93	0,80	0,27	0,79	0,82	0,83	0,91	1,00					
POL	0,75	0,86	-0,13	0,69	0,73	0,76	0,72	0,74	1,00				
ROU	0,85	0,89	-0,13	0,64	0,76	0,77	0,79	0,85	0,82	1,00			
RTC	0,58	0,79	-0,37	0,41	0,45	0,68	0,52	0,53	0,81	0,77	1,00		
SLE	0,67	0,81	0,22	0,61	0,63	0,72	0,71	0,79	0,63	0,63	0,72	1,00	
SLO	0,67	0,62	0,35	0,57	0,71	0,56	0,76	0,83	0,42	0,26	0,71	0,54	1,00

Source : calculs propres.

Les résultats présentés dans le tableau 3c. sont compatibles avec les tendances observées sur la base des tableaux 3a et 3b. Il convient de souligner qu'elles concernent l'ensemble de la période analysée, et non les quatre années sélectionnées. Il est à noter que : a) les pays avec la corrélation positive la plus élevée sont : la Bulgarie avec la Croatie, la Hongrie, la Lituanie, la Malte et la Roumanie ; la Croatie avec la Malte, la Pologne, la Roumanie et la Slovénie ; l'Estonie avec Lettonie ; la Hongrie avec la Malte ; la Lettonie avec la Lituanie et la Malte ; la Pologne avec la Roumanie et la Slovaquie, b) le Chypres est le seul pays ayant une corrélation relativement faible ou négative avec d'autres pays membres de l'UE2, c) le leader, qu'est l'Estonie est fortement corrélée avec la Lettonie.

### 3.3.3. $\sigma$ -convergence et $\sigma$ -divergence de liberté économique dans les années 1996–2002

La figure 3a présente les valeurs des ratios  $\sigma$ -convergence/divergence calculées à la base de l'indice de liberté économique pour l'ensemble des pays de l'UE2 à l'horizon temporel 1996–2022.



**Figure 3a.  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence dans les états membres de l'UE2 dans les années 1996–2002**

Source : calculs propres.

Il faut souligner que la plus grande partie de ce groupe de pays sont d'anciens pays socialistes<sup>25</sup> qui sont restés dans la zone d'influence décroissante de la Russie.

Sur la base des valeurs des coefficients  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence, on peut conclure que a) en 1996 les pays UC1 étaient plus homogènes en termes de niveau de liberté économique que les pays sud-américains et en même temps plus hétérogènes que les pays CU1, b) en 2022 les pays CE1 ont non seulement maintenu une

<sup>25</sup> La Bulgarie, l'Estonie, l'Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République Tchèque, la Roumanie et la Slovaquie.

plus grande homogénéité en termes de niveau de liberté économique que les pays d'Amérique du Sud, mais sont devenus plus homogènes que les pays CU1, c) tout au long de la période 1996–2022, dans ce groupe de pays, les effets de  $\sigma$ -convergence ont été nettement plus forts que les effets de  $\sigma$ -divergence, d) les périodes de grande dépression économique et de pandémie de COVID-19 n'ont pas été plus importantes du point de vue de  $\sigma$ -convergence.

### 3.3.4. Dendrogramme

Dans la figure 3b quatre grappes (clusters) sont donnés pour les pays de l'UE1 en 1996–2022.

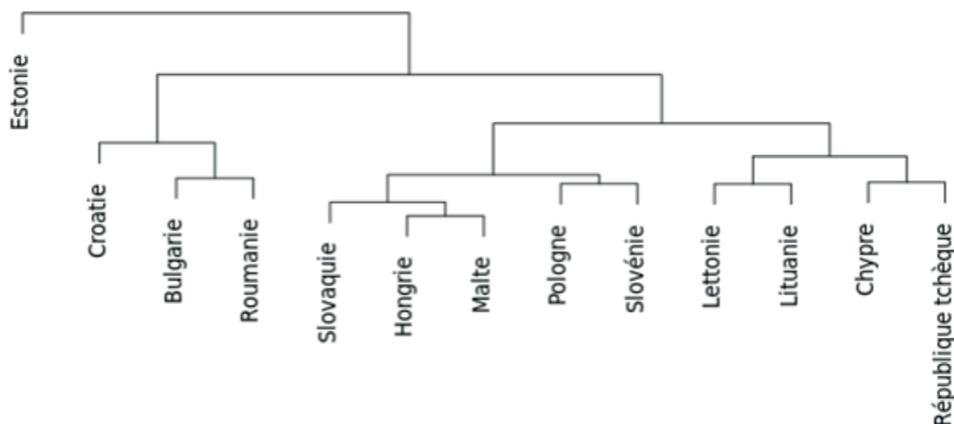


Figure 3b. Dendrogramme pour les états membres de l'UE2 dans la période 1996–2022

Source : calculs propres.

Le premier d'entre eux est composé uniquement par l'Estonie, le deuxième regroupe la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie, le troisième contient la Slovaquie, l'Hongrie, la Malte, la Pologne et la Slovénie et le quatrième comprend la Lettonie, la Lituanie, le Chypre et la République Tchèque. Il convient de noter que les clusters 1 et 3 contiennent des outsiders, et les clusters 2 et 4 des leaders dans ce groupe de pays.

## Conclusion

Les résultats de la recherche présentés dans l'article permettent une évaluation assez fiable et complète d'évolution de la liberté économique par rapport aux différents pays d'Amérique du Sud, de l'UE1 et de l'UE2 dans les années 1996–2022. Grâce à l'analyse des indicateurs de liberté économique pour lesquels les méthodes de

corrélation,  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence ont été utilisées, ainsi qu'à l'analyse comparative multidimensionnelle, il est devenu possible d'identifier des différences et des similitudes dans l'évolution de la liberté économique à la fois dans 41 pays et dans 3 groupes de pays différents.

Il convient de souligner les différences fondamentales entre les pays d'Amérique du Sud et l'Union Européenne dans les années 1996-2022. Dans le cas des pays d'Amérique du Sud, l'évolution de la liberté économique était la conséquence de types particuliers de politique économique mis en œuvre dans chaque pays. En particulier, en ce qui concerne les institutions chargées de mettre en œuvre les systèmes politiques démocratiques et l'augmentation de l'efficacité des économies de marché. L'efficacité limitée de ces activités est attestée par le fait que sur 13 pays, seuls le Chili et la Colombie sont membres de l'OCDE. Dans le cas des pays de l'Union européenne, ces effets sont assez différents, sur 28 pays de l'UE, pas moins de 25 d'entre eux appartiennent à l'OCDE. Au cours de l'horizon temporel analysé, tous les pays de l'UE1 et de l'UE2 ont fait l'objet de changements institutionnels intensifs, à la suite desquels les pays de l'UE1 ont continué à utiliser l'ordre institutionnel existant dans l'Union Européenne, et les pays de l'UE2 ont fait l'objet de changements plus intensifs, aboutissant à l'adhésion à l'UE, à l'OCDE et, dans certains cas, à la zone euro.

Les résultats d'analyse d'évolution de la liberté économique en Amérique du Sud et dans les pays membres de l'UE permettent de formuler les conclusions suivantes : a) L'Amérique du Sud, à l'exception de quelques pays, n'a pas obtenu de succès significatifs dans le développement de liberté économique au sein de ce continent, b) les pays de l'UE1 ont maintenu un niveau relatif de liberté économique dans le monde entier et en Europe, et enfin les pays de l'UE2 doivent être considérés comme les plus grands bénéficiaires des changements institutionnels qui ont abouti à une amélioration radicale de liberté économique dans le monde et sur le continent européen. Il semble que l'une des principales raisons des réformes institutionnelles, en particulier dans les anciens pays à économie planifiée et aux systèmes politiques pas entièrement démocratiques, était la forte volonté de sortir de la sphère d'influence de la Russie.

Néanmoins, les méthodes de recherche adoptées dans le cas des trois groupes de pays ne permettent pas de déterminer précisément quels changements institutionnels conduisent à la régression et au développement de la liberté économique dans les pays jugés.

Une évaluation plus fiable d'évolution de la liberté économique dans les pays analysés nécessite l'utilisation de modèles économétriques qui pourraient être appliqués pour expliquer le développement de la liberté économique en relation avec la croissance économique, le développement socio-économique, l'augmentation de la prospérité, la mise en œuvre du progrès technologique, l'innovation, l'amélioration des ressources et de la qualité du capital humain et social dans ces pays.

## References

- Bohle, D., & Greskovits, B. (2012). *Capitalist diversity on Europe's periphery*. Cornell University Press.
- Farkas, B. (2011). The Central and Eastern European model of capitalism. *Post-Communist Economies*, 23(1), 15–34. <https://doi.org/10.1080/14631377.2011.546972>
- Gorynia, M., & Malaga, K. (2020). Les changements de la compétitivité de l'économie polonaise dans l'économie mondiale durant la période 1990–2017. In C. Ruff, A. Redslob & K. Malaga (Eds.), *Pour une recherche économique efficace* (pp. 119–153). 61<sup>e</sup> Congrès de l'Association Internationale des Économistes de Langue Française. Santiago de Chile.
- Ichimura, S., Sato, T., & James, W. (Eds.). (2009). *Transition from socialist to market economies*. Palgrave Macmillan.
- Iwasaki, I. (Ed.). (2020). *The economics of transition. Developing and reforming emerging economies*. Routledge.
- Kondratowicz, A. (2013). *Wolność gospodarcza. Pomiar, percepcja, zmiany instytucjonalne*. Towarzystwo Polskich Ekonomistów.
- Kowalski, T. (2013). *Globalization and transformation in Central European countries: The case of Poland*. Poznań University of Economics and Business Press.
- Lach, B., & Malaga, K. (2022). Transformations économiques dans les pays d'Europe Centrale et Orientale et du Sud-Est dans les années 1990–2014. In J. Gemayel, K. Malaga & A. Redslob (Eds.), *Monnaies, finances et développements* (pp. 27–48). 62<sup>e</sup> Congrès de l'Association Internationale des Économistes de Langue Française. Beyrouth : Université Saint-Joseph.
- Lach, B., & Malaga, K. (2023). Changes on economic freedom in 11 post-socialist countries of Central-Eastern and South-Eastern Europe in 1996–2022. *Ekonomia i Prawo. Economics and Law*, 22(2), 251–274.
- Lane, D., & Myant, M. (Eds.). (2007). *Varieties of capitalism in post-communist countries*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9780230627574>
- Malaga, K. (2018a). Les transformations politiques, économiques et sociales en Pologne durant les années 1989–2017. Bilan, perspectives et nouveaux enjeux. In K. Malaga & A. Redslob (Eds.), (2018). *Les enjeux du développement économique, financier et écologique dans une mondialisation risquée* (pp. 44–55). Éditions de l'USEGP.
- Malaga, K. (2018b). Bilans przemian w Polsce w latach 1989–2017 w kategoriach transformacji, wolności gospodarczej i wzrostu gospodarczego. *Zeszyty Naukowe Małopolskiej Wyższej Szkoły Ekonomicznej w Tarnowie*, 1(37), 19–34. <http://cejsh.icm.edu.pl/cejsh/element/bwmeta1.element.desklight-afcf6fd5-ff4f-4483-8f26-d7811003dc22>
- Panek, T., & Zwierzchowski, J. (2013). *Statystyczne metody wielowymiarowej analizy porównawczej: Teoria i zastosowania*. Oficyna Wydawnicza SGH.
- Piątkowski, M. (2018). *Europe's growth champion: Insights from the economic rise of Poland*. Oxford University Press.
- Rapacki, R. (2019). *Diversity of patchwork capitalism in Central and Eastern Europe*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429056901>
- Sachs, J. (2011). *The end of poverty: Economic possibilities for our time*. Penguin Putnam.

The Heritage Foundation. (2022). *Index of economic freedom*. <https://www.heritage.org/index/>

Tridico, P. (2006). Institutional change and governance indexes in transition economies: The case of Poland. *The European Journal of Comparative Economics*, 3(2), 197–238. <http://ejce.liuc.it/18242979200602/182429792006030203.pdf>

**Alain REDSLOB**

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

**Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI**

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

**Dr Claudio RUFF ESCOBAR**

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61<sup>e</sup> Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF [Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl](mailto:Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl)

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

